



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Intégralité de l'intervention d'Emmanuel MACRON devant l'université d'été du MEDEF

– 27 août 2015 –

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Président, cher Pierre GATTAZ,

Mesdames et Messieurs les entrepreneurs, chefs d'entreprise,

Mesdames et Messieurs,

Depuis un an, j'ai rencontré presque chaque jour des entrepreneurs, de tous secteurs, j'ai visité chaque semaine des entreprises de toutes tailles, j'ai parlé avec des salariés de tous les âges, avec des artisans, avec des professions libérales, j'ai presque toujours constaté la même chose : un appétit pour le travail, un goût pour l'effort, inouï, une confiance inébranlable que chacun avait dans son avenir individuel. Il y a des difficultés, on les connaît, il y a des blessés sur le champ de bataille, on en connaît les visages, mais il y a, en même temps un optimisme, une envie de vaincre.

Et quand je rencontre les jeunes en particulier sur le terrain dont il est question en cette journée et ce soir, je n'ai jamais trouvé de jeunes ou d'entrepreneurs qui demandent à ce que l'Etat fasse tout, leur donne un avenir ! Ils veulent pouvoir saisir cet avenir. Ils veulent qu'on les mette en capacité de dévorer le monde, de construire leur propre avenir. Et notre devoir n'est pas de leur imposer, de donner la becquée, de dire ce que doit être leur avenir en effet par un diplôme, par des aides, ou que sais-je ! Il est de les mettre en capacité de devenir et de faire.

Il est difficile de faire le lien entre ces centaines de rencontres et le climat général des affaires, les chiffres de la croissance ou ceux du chômage. Et pour paraphraser SOLOW et son paradoxe connu, « l'énergie est partout, en fait, sauf dans les chiffres aujourd'hui » ; en tout cas insuffisamment. Et tout semble être là pour la reprise, mais elle reste fragile. Tout est prêt pour le recul du chômage, mais il continue à être là, même si les chiffres d'hier étaient une petite source de lumière.

Pourquoi ? Parce que notre économie a été atteinte beaucoup plus profondément qu'on ne pouvait le penser. Parce que nos fondamentaux économiques se sont

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

dégradés insidieusement, année après année, gouvernement après gouvernement et décennie après décennie, parce que nous nous sommes habitués aussi à un défaitisme, parfois au cynisme, tout au moins à la défiance. Et rien ne pourra être rétabli durablement si l'on ne s'accorde pas avant tout sur un constat clair, sur une analyse sans concession. Et ce diagnostic, il est simple : la France se trouvait il y a encore quelques années dans une situation économique critique ; elle va mieux mais tout reste encore fragile.

La conjoncture a changé depuis un an. La France et la zone euro ont bénéficié de trois chocs positifs, à la fois sur la demande et sur l'offre.

D'abord une baisse des prix du pétrole, qui en passant de plus de 100 dollars le baril, il y a un an, est à environ 40 dollars aujourd'hui ; c'est à la fois un choc de demande pour les ménages parce qu'ils gagnent en pouvoir d'achat ; et c'est un choc d'offre parce que les entreprises voient leurs coûts diminuer.

La mise en place par la Banque Centrale Européenne, ensuite, d'un programme de « quantitative easing » début 2015 qui a facilité le financement de nos économies et a détendu les conditions financières qui, là aussi, incitent à la fois les ménages comme les entreprises à consommer aujourd'hui plutôt que demain.

Enfin, la forte dépréciation de l'euro qui a perdu 20 % contre le dollar en un an, ce qui, là aussi, augmente la demande extérieure adressée à nos entreprises. Et ces trois chocs, ce sont des chocs positifs, conjoncturels qui fertilisent dans notre pays la reprise, et les efforts que nous avons commencé à faire.

On ne peut pas considérer que ces chocs expliquent tout, ce début de reprise, mais ils sont là et nous en bénéficions. Mais cette fenêtre, cet alignement des astres doit nous conduire à continuer à réformer davantage. Parce que si nous voyons dans les chiffres les premiers résultats – les marges des entreprises se redressent, le coût unitaire du travail dans le secteur industriel pour la première fois depuis de nombreuses années est repassé en France en-dessous de l'Allemagne, et nous avons enrayé une tendance décennale d'augmentation inexorable de ce coût unitaire du travail – donc les premiers résultats sont là et frémissent. Mais ils ne sont pas suffisants. Et nous ne saurions, aujourd'hui, nous abriter derrière une croissance qui nous porterait d'elle-même. C'est un faux raisonnement.

Nous pouvons avoir plus de croissance si nous continuons et, nous le voyons bien aujourd'hui, malgré ces trois chocs positifs, il y a encore des défaillances d'entreprises, des difficultés sectorielles et beaucoup d'incertitudes. Pourquoi ?

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Certains diront que nous avons encore un déficit de demande en France, et en zone euro. Cet argument est assez vrai en zone euro ; c'est pourquoi nous avons constamment soutenu le plan Juncker, plus d'initiatives pour qu'en particulier, les pays qui peuvent investir puissent le faire. C'est la bonne coordination des politiques macroéconomiques.

Mais compte tenu des trois chocs que je viens d'évoquer, qui sont aussi des chocs de demande, ça n'est pas aujourd'hui, la priorité française. Surtout, nous devons progressivement habituer notre économie à se déshabituer de la réponse facile, que le gouvernement, je dois dire, de toutes couleurs jusqu'ici historiquement, ont utilisée, c'est-à-dire la dépense publique. Quand on a une difficulté, on y répond par de la dépense publique, en corrigeant les inégalités que l'économie aurait créé, sans vouloir chercher à les prévenir. Quand quelque chose ne repart pas assez vite, on met de la dépense publique pour permettre de faire un choc conjoncturel.

Lorsqu'on a 57 % de dépense publique rapportée au PIB, ça n'est plus possible. Ça n'est plus possible... parce que c'est reporter le problème sur les générations à venir, c'est créer une iniquité intergénérationnelle nouvelle ! C'est considérer que le traitement de nos difficultés d'aujourd'hui, les jeunes le paieront demain et que ça n'est pas notre problème. Et c'est avoir une forme de discours irresponsable quand on croit à l'Europe, ce qui est mon cas, et lorsqu'on constate que la moyenne des pays de la zone euro est de huit points inférieure à la nôtre.

Donc notre ambition, notre perspective, c'est d'ici 2022, de revenir à 50 % de dépense publique rapportée au PIB. Ça n'est pas aberrant. Certains diront « ça n'est pas assez », parfois ceux qui l'ont largement augmenté. D'autres diront « c'est trop ». Revenir à 50 % de dépense publique rapportée au PIB, c'est crédible à horizon 2022. Et ce chemin, nous commençons à le prendre avec ces 50 milliards de réduction de dépense publique rapportée au PIB, sur les trois années 2015-2016-2017, c'est la base de la crédibilité de notre politique macroéconomique. Et c'est ce que mon collègue, Michel SAPIN, avec Christian ECKERT, portent au quotidien, et c'est cela qu'ils présenteront dans quelques jours dans le cadre du Projet de loi de finances pour 2016.

Si le manque de demande n'est pas la principale explication, nous en avons d'autres ! Nous avons aujourd'hui une croissance qui reste trop dépendante d'un seul moteur : le moteur américain. Et cette réalité, nous allons vivre avec, encore plusieurs mois. La fragilité de la croissance chinoise est un élément qu'on ne peut plus ignorer. Il ne s'agit pas ici d'avoir des discours catastrophistes, mais de regarder la réalité en face. Il

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Il y a eu un krach boursier en Chine cet été, qui pouvait être attendu ; il aura des conséquences sur l'économie chinoise, qu'on ne sait pas aujourd'hui mesurer, et il aura, par voie de conséquence, des effets sur l'économie mondiale, la Chine étant le premier contributeur de celle-ci depuis dix ans.

Est-ce que notre économie sera pour autant impactée ? La croissance de 2015 ne le sera vraisemblablement pas. Celle de 2016, peut-être, mais marginalement. Pourquoi ? Parce que nous ne sommes concernés, en termes d'export, qu'à hauteur de 0,7 % de notre PIB à la Chine, beaucoup moins que nos voisins allemands par exemple, qui ont 2 % du PIB en export vers la Chine, et parce que les autorités chinoises commencent à réagir, je dirais, sur le plan monétaire, de manière extrêmement efficace, parce que nous allons collectivement accompagner cette stabilisation.

Elle prendra du temps, c'est la stabilisation économique et politique de tout un pays qui était une nécessité, mais nous devons vivre en tout cas avec cette fragilité de la croissance mondiale. Et je veux ici le rappeler, cela montre bien que nous ne pouvons pas attendre de l'extérieur les bonnes nouvelles. Nous ne pouvons pas considérer que nous pourrions nous affranchir de notre volontarisme parce que les bonnes nouvelles viendraient d'ailleurs. Je crois que ça n'est pas l'horizon dans lequel nous nous inscrivons.

Aussi parce que la crise a levé le voile sur le mouvement profond de divergences économiques qui était à l'œuvre au sein de l'Union européenne et particulièrement au sein de la zone euro. L'Allemagne, notamment, a su faire des réformes au bon moment, c'est-à-dire avant la crise et récolte maintenant les fruits en termes de croissance et d'emplois. A l'inverse, un certain nombre de pays qui n'ont pas profité du moment propice pour se réformer, quand l'argent public était abondant, sont aujourd'hui contraints de le faire alors que l'argent public s'est raréfié, que le chômage atteint parfois des niveaux insoutenables. La divergence s'est accrue, c'est ainsi.

Et donc la zone euro ne répondra pas non plus à nos difficultés. Je dirais même que c'est à la condition que nous soyons à la hauteur de nos propres enjeux, que nous nous réformions, que nous pourrions avoir la capacité d'influer sur les décisions prises au niveau de la zone euro pour notre propre croissance. Parce que ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de ce New Deal dont je parlais il y a presque un an : que les pays où la réforme est nécessaire soit faite pour nous-mêmes, et qu'en même temps, l'investissement, au niveau de la zone euro, de l'Union européenne et

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

de chaque pays où c'est possible, soit déclenché. Mais nul ne voudra investir s'il n'a pas confiance en l'autre ! Et donc restaurer notre crédibilité, c'est la condition pour déclencher l'investissement au niveau de la zone euro et redonner une vision à celle-ci.

Il faut aujourd'hui, vous le comprenez bien, enrichir encore cette croissance en investissements et en emplois et ce sont les deux priorités quintessentielles du gouvernement. La France n'est pas, aujourd'hui, sortie de la situation dans laquelle l'ont plongé de trop longues années passées à repousser les efforts, à faire porter par Bruxelles ou par la conjoncture ou la crise, une responsabilité qui est d'abord collectivement la nôtre. Et à mes yeux, c'est cette responsabilité que nous devons partager ce soir si nous parlons de la jeunesse.

Notre responsabilité ensemble, entrepreneurs et gouvernement, c'est de faire sortir le pays de la langueur dans laquelle il s'est inscrit depuis maintenant trop de décennies. Cette langueur qui fait que, depuis aujourd'hui trente ans, les jeunes entre 18 et 25 ans sont à plus de 18 % au chômage, constamment. Aujourd'hui nous avons atteint le chiffre de 25 %. Mais ils ne sont jamais tombés depuis trente ans sous le chiffre de 18 % de chômage, quelles que soient les politiques menées. Qu'on me parle d'égalité, qu'on me parle de justice sociale quand ce chiffre est là, devant nous... Il nous défie, en quelque sorte ! C'est ça, notre responsabilité et c'est pourquoi vous avez eu raison de mettre la jeunesse comme l'engagement premier que nous devons prendre.

Notre devoir, c'est que la France réussisse dans la mondialisation et qu'elle échappe à deux risques qui sont pour moi deux facilités : celle du conservatisme, d'un côté, qui consisterait à dire « nous n'avons aucune réforme à faire, tout va bien. On a un bon modèle », avec le chiffre que je viens de donner ; celles et ceux qui se disent « le monde va ainsi, c'est une menace, refermons les frontières ». Et puis l'autre facilité qui consisterait à dire « la France est une économie qui ne s'adapte pas à la mondialisation. Il faudrait qu'elle ressemble aux économies anglo-saxonnes », qui ne sont pas les mêmes que nous, qui n'ont pas les mêmes préférences collectives. Je crois que c'est là aussi une fausse analyse ! Nous n'avons pas les mêmes préférences collectives et quand on compare les chiffres, on ne compare pas la même chose ! Allez inscrire vos enfants à l'école, allez dans le système de protection sociale, regardez les systèmes de retraite ! Nous avons en effet socialisé beaucoup de dépenses publiques, mais qui sont aussi un confort, un bien-être, et nous avons des préférences collectives qui sont celles-ci.

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Ma conviction, c'est que nous devons sortir d'une névrose française qui, trop longtemps, a opposé l'efficacité économique avec la justice. Quelle est l'efficacité économique qui sacrifierait la justice sociale ? Elle ne mène nulle part ! Quelle est la politique de justice sociale qui serait inefficace ? Celle qui n'a pas de résultat et qui finance à crédit ? Le choix entre ces deux voies est une erreur. Il faut savoir les combiner, trouver cet équilibre. C'est ça, le défi qui est le nôtre, c'est ça, aujourd'hui notre responsabilité.

La responsabilité du gouvernement, c'est d'abord de fixer le cap, de le tenir et de mener la réforme jusqu'au bout. On l'a suffisamment entendu : « les politiques ont leur part de responsabilité ». C'est vrai. Cette lente déliquescence qu'a connue notre économie depuis les années 1980, c'est cette responsabilité qui s'appelle l'incapacité à maîtriser les dépenses publiques, qui s'appelle l'absence de politique industrielle, qui s'appelle l'incapacité à tracer pour notre pays un chemin dans cette mondialisation qui a franchi nos frontières depuis bien longtemps. Elle s'appelle aussi la faillite à préserver les liens collectifs qui, seuls, permettent de relever les défis sans précédent auxquels nous faisons face aujourd'hui.

Et chaque fois que l'on dresse les Français les uns contre les autres, chaque fois qu'on oppose ceux qui travaillent à ceux qui sont au chômage, ceux qui viennent travailler d'ailleurs à ceux qui sont nés ici, on affaiblit notre capacité collective à surmonter la situation.

Et la gauche, je dois le dire, n'est pas exempte de critiques particulières. Elle a pu croire, à un moment, il y a longtemps, que la politique se faisait contre les entreprises, ou au moins sans elles, qu'il suffisait de décréter et de légiférer pour que les choses changent, qu'il n'était pas nécessaire de connaître le monde de l'entreprise pour prétendre le régenter, que la France pourrait aller mieux en travaillant moins. C'étaient des fausses idées. Parce qu'il n'y aura pas de progressisme sans vraies réformes. Parce qu'il n'y aura pas d'émancipation collective et individuelle sans le travail. Tout cela est derrière nous.

Il fallait réduire les charges et diminuer le coût du travail afin de pouvoir affronter la compétition internationale. C'est fait, c'est en cours, c'est le Pacte de responsabilité et de solidarité. Avec 40 milliards d'euros, d'ici 2017 qui seront redéployés en allègements de charges et en allègements de fiscalité. C'est deux points de PIB, c'est 80 % de l'effort budgétaire que je décrivais il y a un instant qui est redéployé sur cette politique de l'offre. C'est un effort sans précédent.

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Je sais que les uns disent « vous avez tellement augmenté, et vos prédécesseurs, les impôts, avant, vous ne nous en rendez qu'une partie » ; je ne suis pas débiteur de tout ce qui s'est passé depuis tant d'années, et si nous commençons à rentrer en compte, nous ne finirions pas. Ce que je sais, c'est que depuis le début de l'année 2014, même depuis la fin de l'année 2012 avec le CICE, cet engagement est pris, cet engagement est tenu, et cette baisse est en cours avec les résultats que j'évoquais tout à l'heure en matière de coût unitaire du travail.

Il fallait apporter de la stabilité pour que vous puissiez vous projeter dans l'avenir, sans craindre les revirements de législation auxquels gauche et droite vous ont malheureusement habitués. Elle est là. Le président de la République, le Premier ministre en début de semaine dans la tribune qu'il a fait paraître dans Les Echos, l'a rappelé aussi : le Pacte de responsabilité et de solidarité, et le CICE seront pleinement déployés, avec l'ampleur prévue et les modalités prévues jusqu'en 2017. A cet horizon, le CICE sera même transformé en allègement de charges pérennes pour renforcer le signal de stabilité. C'est l'engagement pris en novembre dernier par le président de la République. Car c'est la clé pour la confiance et pour l'investissement.

Ceux qui prétendent que ce qui est en train de se mettre en place ne fonctionne pas se trompent ! Car ils ne veulent pas laisser sa chance à notre politique. Le temps de l'économie, c'est le temps des choix clairs. Ce n'est pas celui des déclarations médiatiques ou des jeux politiques. La confiance, on ne la restaurera qu'en donnant de la stabilité, avec de l'exigence, avec de la transparence, avec de l'évaluation, bien entendu, qui se fera au cours des années ; mais avec cette stabilité qui est indispensable.

Il fallait soutenir l'innovation pour vous permettre d'investir dans ce qui permet aujourd'hui de faire la différence dans la compétition économique. C'est fait. Le Crédit Impôt Recherche a été sanctuarisé. Il le sera jusqu'à la fin de ce quinquennat. Il a même été augmenté d'un Crédit d'Impôt Innovation à destination des PME, qui peuvent également profiter du rétablissement du statut de « jeunes entreprises innovantes », ces gazelles que nous brûlons de voir plus nombreuses et toujours plus rapides.

C'est la même politique qui a conduit à mettre en place cette French Tech, qui est le symbole de la réussite française. Nous avons entre 1.000 et 1.500 start-ups qui chaque année se créent en France. Nous sommes le plus grand créateur de start-ups d'Europe continentale. C'est notre fierté. Et ce résultat, il est là, devant nous.

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Il fallait apporter de la flexibilité afin de pouvoir nous adapter aux incessants changements de la conjoncture économique mondiale. Vous l'avez. Je sais que pour certains, ça n'est pas suffisant, et j'y reviendrai, mais les accords de maintien dans l'emploi, défensifs pris en 2013, modifiés par la loi Croissance et Activité qui a été promulguée durant le mois d'août permettent aux chefs d'entreprises en difficulté précisément de s'adapter, à travers un accord majoritaire, à la situation économique qui est la leur, à éviter de détruire de l'emploi. Parce que je n'ai jamais rencontré un chef d'entreprise dont la finalité était de faire des licenciements et de détruire de l'emploi. Ce sont des instruments de flexibilité utiles.

Il fallait simplifier, nous l'avons commencé, là aussi avec un travail inédit, « dites-le nous en une fois », qui est une simplification inédite en train d'être déployée. Thierry MANDON a fait un travail considérable en la matière. Clotilde VALTER le continue et le continuera. Et nous devons repenser fondamentalement, moderniser la relation entre notre administration et les usagers. Nous devons baser cette relation d'abord sur un geste de confiance. Nous devons d'abord conseiller, avant de contrôler ; surtout les plus fragiles, surtout les plus petits, surtout les créateurs. Et cette philosophie, c'est à nous de la déployer.

Vous aviez besoin de rapidité et de prévisibilité afin que l'issue malheureuse, par exemple, d'une affaire aux Prud'hommes ne puisse mettre en péril l'ensemble de l'entreprise ; c'est fait. Les délais ont été raccourcis, un référentiel de dommages et intérêts a été introduit, la procédure prud'homale a été profondément réformée dans cette loi, de manière inédite, comme elle ne l'avait jamais été, pour qu'on concilie davantage. Là aussi, c'est la clé de cette société de confiance dont nous avons besoin, pour que les délais soient plus courts, pour que la visibilité soit accrue. Et je ferai des propositions au Premier ministre et au président de la République dans les prochains jours pour que nous puissions, tout en nous conformant au jugement, à la décision du Conseil constitutionnel, là aussi revenir sur cette proposition de plafond des dommages et intérêts faite aux Prud'hommes, parce qu'elle parachève cette réforme.

Il fallait réformer la commande publique qui assure un plan de charges conséquent pour l'activité de nos entreprises. C'est fait et c'est en cours. L'allotissement est désormais la règle, afin que les PME puissent obtenir leur juste part des plus de 70 milliards d'euros annuels que cela représente. Plus d'un milliard et demi d'euros seront ainsi redéployés à travers la commande publique que nous avons réformée vers les PME, et nous ferons de même avec les contrats de service public, les concessions et les délégations. Les délais de paiement ont été raccourcis et ils sont

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

placés sous une surveillance attentive, y compris en ce qui concerne les entreprises publiques, ce qui n'était pas le cas jusqu'alors.

Il fallait raviver l'âme industrielle du capitalisme français. Elle l'est. Nous avons lancé un mouvement de réindustrialisation de notre pays qui se chiffre en milliards d'euros d'investissements publics et privés, et en milliers d'entreprises industrielles qui sont chacune accompagnées pour accomplir un pas substantiel dans la modernisation de leur outil de production. C'est ça, la nouvelle France industrielle que j'ai voulu articuler autour de ces neuf solutions, et un cœur de réacteur qu'est l'industrie du futur. C'est la montée en gamme de notre industrie. C'est l'investissement productif, la modernisation, pour émettre moins de CO₂, pour produire plus vite, plus numérique. Et cette montée en gamme, cet investissement, c'est le cœur de notre défi commun aujourd'hui.

Et vous connaissez par ailleurs la valeur du temps long, c'est pourquoi j'ai voulu aussi que cette âme industrielle du capitalisme français, elle réinvestisse le long terme. Nous n'aurons pas de retournement industriel, nous n'aurons pas de reconquête industrielle si, collectivement, nous ne partageons pas cette valeur du long terme. C'est pourquoi nous avons souhaité – et je l'ai redit à plusieurs reprises – réinstaller un capitalisme long dans l'économie, avec les droits de vote doubles. Et là-dessus, il ne faut pas de fausse pudeur. Il ne faut pas d'angélisme. Il y a tant de pays où les droits de vote doubles, multiples, quand ça n'est pas cinq ou dix de droits de vote par action existent, nous serions les seuls à penser que le capitalisme, c'est une sorte de naïveté. L'économie a besoin de stabilité et de long terme, y compris en matière de capital.

Il fallait soutenir l'investissement pour que vous puissiez croître, conquérir de nouveaux marchés, et l'investissement est une priorité, la priorité de notre économie aujourd'hui. C'est fait, vous pouvez depuis le 15 avril dernier, amortir 140 % de la valeur de vos investissements productifs. Cela équivaut à une subvention de près de 15 % de vos investissements, c'est là aussi sans précédent.

Vous vouliez enfin que l'importance capitale de votre action soit mieux reconnue, elle l'est. Le Premier ministre est venu ici même il y a un an, presque jour pour jour pour le dire, de la manière la plus directe et la plus franche qui soit.

Vous avez l'amour, et vous avez les preuves d'amour. Car qui peut honnêtement prétendre que les choses n'ont pas changé, et dans le bon sens ? Qui peut, en toute bonne foi, continuer de répéter que rien n'a été fait ou trop peu ? Qui peut encore

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

prétexter que la politique menée par le gouvernement est brouillée par des signaux ou des actions contraires ? Mais nous devons aller plus loin. Parce que le travail qui est le nôtre, collectivement, c'est de mener une vraie révolution culturelle, une vraie révolution culturelle. Celle d'abord qui consiste à dire que la responsabilité, nous la partageons. Le gouvernement seul ne redressera pas le pays, il a besoin de vous. Celle ensuite qui consiste à dire que ce dont nous avons besoin, c'est de l'égalité réelle au concret. Il n'y a pas une égalité qui passerait par des droits formels pour créer de l'inefficacité et donc de l'injustice. Patrick POUYANNE l'illustre très bien tout à l'heure, tout comme Lionel ZINSOU.

Ensuite, c'est sortir enfin de ce paradoxe français dans lequel nous nous sommes enfermés, celui qui consiste à dire qu'en France, il est interdit d'échouer ; et qu'en même temps en France, il serait honteux de réussir. Ça n'est pas possible.

Et donc si nous devons aller plus loin, si nous voulons aller plus loin, nous devons réussir cette transformation culturelle, celle qui consiste précisément à donner à chacune et chacun les moyens de se tromper, d'échouer, parce que celui qui échoue, c'est celui qui a entrepris, celui qui a pris des risques, et l'aider à se relever, plus vite, sans le stigmatiser. C'est cela dont nos jeunes ont besoin. Et en même temps, c'est de célébrer celles et ceux qui réussissent ! Car ce sont des exemples, en particulier pour la jeunesse ! Parce que la jeunesse a, avant tout, un appétit, une envie de réussir. Et cela, nous devons le reconnaître et le valoriser.

Et pour aller plus loin, nous devons regarder la réalité en face. Cette réalité, c'est celle d'un monde qui se transforme, et c'est la capacité collective que nous aurons à voir ce monde qui se transforme, non pas comme un risque, une menace, mais une série d'opportunités qu'il nous faut saisir. Et le travail législatif que le président de la République et le Premier ministre m'ont demandé de préparer pour les mois à venir, c'est celui précisément de mettre la France en situation de saisir ces nouvelles opportunités. En faisant quoi ? Eh bien en regardant cette mondialisation. Elle va plus vite, elle est disruptive, elle bouleverse tout, elle est en même temps beaucoup plus injuste, parce qu'elle accroît les écarts, c'est une mondialisation qui favorise les métropoles en sacrifiant les territoires, c'est une mondialisation qui fait que celui qui l'emporte gagne tout, et en sacrifie d'autres.

Et donc elle a besoin, d'une part, qu'on libère certains secteurs, qu'on simplifie, qu'on libère des énergies pour aider précisément celles et ceux qui veulent entreprendre à gagner cette bataille, et en même temps à trouver le bon cadre. Parce que cette mondialisation ne peut pas se traduire en une jungle que nous accepterions.

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Ça n'a pas de sens. Et donc ce monde qui advient, si nous voulons en faire une série d'opportunités, il faut d'abord l'expliquer. Et je souhaite dans les prochaines semaines d'abord poser les constats. Ensuite ensemble, secteur par secteur, regarder comment on doit repenser la formation, le monde du travail, le monde du capital pour précisément s'adapter à cette mondialisation qui va plus vite, où les transformations sont plus brutales et parfois plus cruelles ; et en même temps, ensemble repenser un cadre juste qui permet de l'installer en France et d'aider chacune et chacun à y prendre sa part, sa place. Et c'est cela qui nous permettra de définir, pour la fin d'année, une stratégie française de ces nouvelles opportunités pour l'horizon 2020.

Les chantiers sont multiples, celui que je viens d'évoquer ; le chantier aussi du Droit du travail que le Premier ministre a lancé en février dernier, et il aura dans les prochains jours, les prochaines semaines, justement à recevoir le travail de monsieur COMBREXELLE, qui aidera à repenser la philosophie de notre Droit du travail, avec un principe simple mais dont la réalisation est par définition complexe : quel est le véritable espace de la loi ? Quel est cet ordre public social qu'on souhaite mettre dans la loi ? Et que souhaite-t-on voir réguler, au niveau de la branche et au niveau de l'entreprise ?

Si nous voulons faire respirer notre économie en gardant la justice, nous devons conduire cette réflexion. La loi ne peut plus tout définir aujourd'hui. En même temps, cette transformation ne peut pas être celle qui consiste à donner moins de droits. La réussite passera par une sécurisation des salariés et une régulation économique au bon niveau. C'est cet équilibre que nous devons collectivement trouver. Ce travail prendra du temps et il ne se fera pas seul. Il passera par les partenaires sociaux, et c'est là où votre responsabilité est aussi attendue.

Il y a, dans le calendrier des prochaines semaines, les retraites complémentaires, à réformer, c'est votre réforme, si je puis dire ; il y a l'UNEDIC qui sera à considérer, là aussi dans un esprit de responsabilité collective. Vous aurez des propositions à faire et, je l'espère, un accord à trouver pour moderniser notre système ; et la modernisation n'est pas, là aussi une caricature. Ça n'est ni le conservatisme ni le simplisme. Ce sera trouver les bons moyens d'avoir un système plus efficace, plus incitatif, mais qui sécurise les salariés, surtout dans un environnement où la croissance n'est pas encore au rendez-vous.

Enfin votre responsabilité – parce que vous en avez une à vous et je veux aussi dire quelques mots sur ce point – votre responsabilité, c'est de prendre votre part de ce

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

mouvement, de la transformation de notre économie. Parce que nous le savons, si nous n'anticipons pas le changement dont je parle, nous le subirons demain. Mais cette transformation, ça n'est pas le gouvernement seul qui peut y répondre. Ce ne sont pas des lois ou des décrets qui permettent d'y faire face. C'est une mobilisation collective.

Et je veux ici avoir le même discours de franchise avec vous, que je viens d'avoir pour le gouvernement. Ce n'est pas uniquement la faute du personnel politique si les entreprises n'ont pas assez investi dans le passé, si parfois elles ont préféré investir dans l'immobilier plutôt que de moderniser leur outil de production ! Ça n'est pas la faute des politiques non plus si la France compte cinq fois moins de robots industriels que l'Allemagne, et plus de deux fois moins que l'Italie ! Ça n'est pas la faute des politiques si tant d'entreprises ont jugé bon de maintenir parfois un positionnement de milieu de gamme et de ne pas se lancer dans la bataille sur le bon positionnement de marché ! Ça n'est pas la faute des politiques si des entreprises magnifiques se sont parfois vendues à l'encan, trop vite !

Ce n'est pas la faute des politiques si l'énergie d'autant de salariés, dont le travail est insuffisamment reconnu – et ça aussi, c'est votre responsabilité de le valoriser dans le discours et au quotidien, et je ne parle pas seulement de reconnaissance pécuniaire – si cette énergie est parfois bridée. Ce n'est pas la faute des politiques si, en France, nous sommes le pays où une large majorité de Français aime travailler, mais trop encore sont malheureux au travail ; c'est la réalité de ce qu'on constate. Et pourquoi ce qui a trait au capital est-il toujours considéré comme un investissement, alors que ce qui relève du travail est encore trop souvent dans le discours vu comme une charge ? Ce n'est pas la faute des politiques, ça. Et donc c'est aussi votre responsabilité de faire cette transformation culturelle, et je vous le dis en toute franchise.

Enfin ce n'est pas la faute des politiques si trop souvent le cynisme a gagné toute une partie de l'élite économique de notre pays. Qui se souvient d'où elle vient et où elle habite, lorsqu'elle a une difficulté avec un pays tiers, ou lorsque les vents contraires se lèvent, et qui trop souvent est la première – je l'ai entendu – à dire que le pays va mal, est irréformable. Quand on fait partie de l'élite, politique, administrative, économique, on a une responsabilité, de redresser ensemble le pays, d'en dire du bien, d'y croire, de se battre pour lui. Et donc le cynisme est interdit. Le cynisme est interdit. La franchise, c'est un devoir ! Mais le cynisme, nous n'avons pas le droit.

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Et donc nous avons collectivement failli, ces dernières décennies, et la première victime fut la jeunesse, c'est encore la jeunesse. Et donc ce combat pour redresser le pays, c'est un combat pour elle ! Gâcher sa jeunesse, c'est pour un pays comme commettre un suicide ! C'est se priver de sa ressource principale d'énergie. Et c'est pourquoi je compte aujourd'hui sur vous pour faire, faire d'abord avancer le pays dans les réformes, avec l'ensemble des partenaires sociaux, avec les organisations syndicales, avec les salariés au niveau de l'entreprise, et je sais que beaucoup d'entre vous le font et y croient, et c'est une nécessité.

Je compte sur vous pour embaucher plus d'apprentis ; c'est désormais gratuit lorsqu'ils sont mineurs. Je remercie Patrick POUYANNE pour son engagement de tout à l'heure, mais nous pouvons encore faire plus. J'attends votre énergie et j'ai confiance dans celle-ci parce que nous devons aller plus loin. Vous pouvez chacune et chacun, à l'échelle de votre entreprise, petite ou grande, faire une différence pour notre jeunesse. Vous avez placé la jeunesse au cœur de ces universités d'été. Au quotidien, déclinez-la. Vous pouvez faire encore davantage pour l'entrepreneuriat, pour améliorer les liens entre l'entreprise et la formation, l'université. J'attends ça de vous.

Nous avons besoin aussi de votre mobilisation. J'attends et je sais que vous avez fait beaucoup, dans le cadre du Pacte de responsabilité mais on doit, on peut encore aller plus loin. Le Pacte de responsabilité, c'est la décision du président de la République, c'est l'engagement du président et du gouvernement, de faire ces efforts que j'évoquais il y a un instant, et votre responsabilité, c'est justement de signer ces accords de branche, de les décliner, en plus et mieux d'emplois ! Je ne suis pas naïf, je ne vous demande pas de créer des emplois au trebuchet, mais signer ces accords de branches, c'est la condition, la clé de notre crédibilité collective. Et il y en a eu beaucoup, il y a eu des efforts qui ont été faits, je les reconnais, depuis un an, mais il y a encore beaucoup à faire en la matière et je compte vraiment sur vous. Parce qu'on ne peut pas réclamer de davantage réguler le Droit du travail au niveau des branches si on ne sait pas signer ces contrats de branches. Vous ne les signez pas seuls ! Je fais le même appel aux organisations syndicales.

Votre thème était cet après-midi « tous conquérants », et je sais que vous êtes à la bataille, nous sommes à la bataille.

Mesdames et Messieurs, mon message est simple. Ne vous demandez pas, ne vous demandez plus ce que votre pays peut faire pour vous. Il a fait maintenant beaucoup, je l'ai décliné, je l'ai rappelé. Et je m'y engage : nous continuerons à faire, c'est la

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

volonté du président de la République, c'est la volonté du Premier ministre. Mais demandez-vous à chaque instant, comme cela a été fait tout à l'heure, ce que vous, vous pouvez faire pour notre économie, avec nous, parce que vous pouvez beaucoup.

La reprise passe par l'entreprise. Parce qu'elle est l'endroit privilégié où s'unissent et se rassemblent les bonnes volontés de notre pays. Il faut en finir là aussi avec les caricatures qui voyaient l'entreprise comme un lieu d'affrontement uniquement. L'entreprise, c'est d'abord et avant tout ce que l'on en fait. Ceux qui se battent pour elle, pour son existence, sa survie, son fonctionnement, ce sont toutes celles et ceux qui façonnent l'entreprise à leur image. L'entreprise, c'est le lieu où le collectif est plus fort que la somme des individus qui le compose.

La reprise passe par l'entreprise et par les entrepreneurs. Elle passe par vous. Je ne vais pas vous dire qui embaucher, combien d'emplois créer, où vous implanter, ça n'aurait aucun sens ! Mais je vous dis : la compétitivité de notre pays est en train d'être rétablie. Le cadre fixé par le gouvernement est plus favorable à l'emploi. Le territoire français retrouve son attractivité. FACEBOOK, SAMSUNG, INTEL, CISCO entre autres ont annoncé ces derniers mois des investissements majeurs sur notre sol. Comment croire une seule seconde que cet investissement ne serait pas possible pour les entreprises françaises ?

Nous n'allons pas décider à votre place dans quels secteurs investir, quels produits lancer, quels marchés viser ! Mais je vous le dis avec toute la force de conviction qu'il m'est possible : investissez maintenant, prenez des risques maintenant, et je le dis aux plus jeunes : entreprenez maintenant. Les entrepreneurs sont notre fierté et notre avenir.

Pour conclure, Mesdames et Messieurs, vous l'avez compris, si on veut réformer le pays, avancer, achever de le redresser, il y a en quelque sorte une division des tâches de la réforme. Votre travail n'est pas le même que le mien. Ma responsabilité, comme ministre de l'Economie, c'est de lever les blocages qui vous empêchent d'embaucher, d'investir, de prendre des risques, de vous transformer. C'est à la fois être efficace et juste. Votre responsabilité, c'est de vous saisir de ce qu'il y a sur la table, d'investir, d'avancer, de prendre des engagements et de les tenir, de regarder votre pays différemment parfois, de prendre toute votre part du combat que nous menons collectivement pour le redresser.

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Ce combat, c'est notre responsabilité pour la jeunesse. Parce que le visage qu'aura notre pays dans dix ans, il se forge aujourd'hui. La taille qu'auront vos entreprises dans dix ans, elle se détermine maintenant. La croissance que nous aurons dans dix ans, elle se joue largement aujourd'hui, de même que le taux de chômage. La bataille économique, comme je vous le disais, c'est une bataille culturelle, et aujourd'hui, nous devons ensemble prendre des risques.

Agir en politique en 2015, c'est réformer et mettre le pays en mouvement. C'est le risque que je veux prendre pour votre jeunesse. Agir en entrepreneur en 2015, c'est investir, conquérir, se moderniser. C'est le risque que vous devez prendre pour votre jeunesse.

La France de 2025, elle se construit maintenant, avec notre courage commun, et à l'aune de notre responsabilité collective. Je veux, ensemble, que nous prenions aujourd'hui tous les risques, pour notre jeunesse et parce qu'elle s'en souviendra.

Je vous remercie.